

Vous allez mourir, Macron veut fermer 107 services dans 69 hôpitaux !

écrit par Christine Tasin | 28 mars 2023



© PIXABAY / Capital

DIYARAV



DIYARAV

Partie de bras de fer. Actuellement le manque de médecins et infirmières fait monter les prix. Ils ont intérêt à démissionner de leurs postes à l'année pour s'engager comme intérimaires... où ils peuvent gagner de l'or, surtout les médecins, se vendant au plus offrant.

Choquant, immoral. Certes. Mais à l'heure où un Macron aux manettes depuis plus de 10 ans (cf Hollande) s'est bien gardé de mettre fin au numerus clausus (histoire de mettre la France dans une situation gravissime aussi pour la Santé) et où il n'a toujours pas permis aux non vaccinés de reprendre le boulot, on ne voit pas pourquoi les médecins se gêneraient.

D'autant que Macron balance des centaines de milliards à Mc Kinsey, aux nazis Ukrainiens et aux migrants... Nos médecins et infirmières ne sont-ils pas plus utiles ? Ne méritent-ils pas de gagner plus que ne coûte un seul MNA en une année ?

50 000 euros. Je troque les migrants contre les infirmières que je paye le même prix. 50 000 divisé par 12 : 4200 € mensuels, ça peut faire revenir nombre de soignants qui, épuisés, dégoûtés, avaient démissionné, non ?

Combien de MNA en France ? A peu près 20 000 en 2021. Je te les confie à SOS Méditerranée pour qu'ils les ramènent en Lybie et de là se débrouillent pour rentrer dans leur pays et hop ! une vingtaine de bataillons d'infirmières sur le pont... combien de vies préservées ? Combien de familles épargnées par le deuil ?

Mais jamais ce gouvernement de traîtres, de pleutres et d'assassins des nôtres n'agiront ainsi. Evidemment.

Dans un peu moins de deux semaines, pas moins de 69 hôpitaux pourraient être concernés par ces fermetures, le ministère de la Santé souhaitant lutter contre l'intérim médical.

Par [Xavier Martinage](#)

C'est un fléau contre lequel le ministère de la Santé veut lutter : l'intérim médical, ces médecins, infirmiers, etc., qui remplacent leurs collègues dans les hôpitaux et gagnent parfois jusqu'à trois fois plus que les titulaires. Selon les informations du [Point](#), qui s'appuie sur une étude menée par le Syndicat national des médecins remplaçants hospitaliers (SNMRH), 69 hôpitaux pourraient être concernés par des fermetures partielles dès le 3 avril, ce qui toucherait 107 services hospitaliers. Pourquoi cela ? Parce que le ministre de la Santé, François Braun, veut plafonner les rémunérations des intérimaires, que ce soit les urgentistes, les anesthésistes ou les psychiatres.

Ceux-ci s'opposent notamment au plafonnement fixé à 1.170 € brut pour 24h de garde. En se basant sur les heures de travail et les plannings de ses adhérents, le SNMRH a établi ces résultats pour le mois prochain. Seraient ainsi touchés les

[hôpitaux](#) et Ehpad de Saint-Quentin, Amiens, Bar-sur-Aube, Béziers et Argoat, Bergerac, Blois, Bourg-Saint-Maurice, Bourges, Cavillon, Cherbourg, Mende, Millau, Montbrison, Montluçon, Morlaix, Moulins-Yzeure, Nemours, Neufchâteau, Nevers, Vire, Orange, Pont-Audemer, Pontivy, Pontorson, Rodez, Rouen, Les Sables-d'Olonne, Saint-Omer, Allonnes, Seclin.

Des « cannibales » ?

Mais aussi le CH Sud de Seine-et-Marne, l'hôpital Forcilles, celui de Sisteron, Saint-Étienne, Thionville, Vauclaire, Vernon, Villefranche, Vitré, Le Havre, Lens, Libourne, Lillebonne, Luçon, Manosque, Marseille, le CHU de Martinique, de Mayenne et Saint Lô. Mais encore la Corse, Digne, Le Tréport, Évreux, Fécamp, Feurs, Forez, Granville, Grasse, Guéret, la Guyane, Hirson, Pontoise, Issoudun, La Mure, La Sarthe-et-Loir, Lannion, Laval ainsi que Layne Mont-de-Marsan. Si les équipes hospitalières les accusent d'être « cannibales », les intérimaires disent, eux, faire tourner les hôpitaux. Et cette étude du SNMRH vient étayer leurs dires.

Car les chiffres sont recoupsés avec ceux de la Fédération hospitalière de France qui avait déjà été alarmante à ce sujet, rappelle Le Point. **Toutes les régions sont concernées, et parfois ce sont des services d'urgence, de [maternités](#) ou des blocs opératoires, ce qui laisse craindre le pire** : « Les fermetures vont avoir lieu dans une multitude d'endroits, car les intérimaires travaillent partout. Le gouvernement ne veut plus nous faire travailler à des prix corrects. Il va se rendre compte de notre importance majeure pour faire tourner les hôpitaux », explique un médecin à nos confrères.

Crainte de dégâts

Dans l'entourage du ministre, on botte en touche et on espère « trouver des solutions au cas par cas » même si les ARS sont aussi très alarmantes. Pour faire face à ces possibles fermetures, le ministère de la Santé veut favoriser les courts contrats d'embauche, inciter à aller travailler dans des hôpitaux en délicatesse ou rappelle des médecins retraités. Les médecins en colère veulent le retrait de la loi Rist. La présidente du Syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes réanimateurs (Snphare) craint des morts pour que les choses bougent sans vouloir « sombrer dans le catastrophisme ». Les titulaires espéraient en parallèle une revalorisation pour combler le départ des intérimaires mais l'enveloppe de 1,5 milliard promise n'est plus évoquée pour le moment.

<https://www.capital.fr/economie-politique/des-hopitaux-menaces-de-fermeture-le-3-avril-voici-lesquels-1463961>